

L'ALGERIE

Avec 2,4 millions de km², l'Algérie vient au 10^{em} rang dans le monde par la

superficie. L'essentiel de ce vaste territoire est occupé par le désert du Sahara (environ 2 millions de km²), où la production agricole se limite à quelques oasis.

I- Population et Ressources :

A- La population :

La population algérienne se rassemble donc dans le Nord du pays, le « Telle », et plus

Particulièrement dans les plaines littorales où coexistent les espaces agricoles, les ports développés à l'époque coloniale et la grande industrie créée depuis l'indépendance. Il en résulte un fort entassement dans certaines plaines (la Mitidja, près d'Alger) et une grave concurrence entre activités consommatrices d'espace (l'agriculture, l'urbanisation, l'industrie).

- **L'explosion démographique**, depuis l'indépendance (1962), la population de l'Algérie a plus que doublé, atteignant près de 28 millions d'habitants en 1992. Cet accroissement - un des plus rapides du Monde - pèse lourdement sur le développement du pays, dont les ressources ne progressent pas au même rythme.

Mise en place récemment, la politique de contrôle des naissances ne produit pas encore beaucoup d'effet. Il en résulte une population d'une grande jeunesse qu'il faut nourrir, soigner, éduquer et employer ; toutes choses que l'Etat algérien éprouve de plus en plus de difficultés à assurer.

Evolution des naissances et des décès (pour 1 000 habitants)		
	Naissances	Décès
1960	50	23
1980	46	13
1985	45	12
1990	40	12

Evolution du nombre d'habitants (en millions)		
	Total	Dont Européens
1900	4,7	0,5
1930	6,5	0,8
1962	11,3	1
1980	18,0	0,05
1992	28,0	1,05
2000	32 à 36	-

B- Ressources :

- **Les richesses en hydrocarbures** (l'Algérie est le 7^e producteur mondial de gaz naturel et le 14^e de pétrole) sont, en revanche, situées dans le Sahara, dans les lieux déserts non reliés au reste du pays jusqu'à leur exploitation.

- **Une nature généreuse mais vulnérable.**

Les températures permettent au pays d'être un immense verger (hormis les hautes plaines) ; les précipitations sont suffisantes pour les cultures sur de vastes espaces ; les montagnes portent de belles formations forestières jusque loin dans le Sud. Les sols sont souvent fertiles. Les forêts elles-mêmes ont des potentialités plus grandes qu'on ne l'a cru longtemps. Mais, cette nature, qui sait être généreuse, est très vulnérable, c'est sa principale faiblesse.

Les forêts, de type forêts claires, sont faciles à défricher, et très longues à reconstituer ; les sols, qui tapissent beaucoup de versants, sont facilement érodables. Une telle nature est délicate à utiliser à un degré élevé d'intensification agricole et de pression démographique. Elle supposerait une paysannerie enracinée et minutieuse, de type chinois. Mais l'histoire en a décidé autrement.

D'après M. Cote, « L'Espace algérien », O.P.U., Alger, 1983.

II- Politique algérienne de développement :

A- Les Grands Choix des années 19690.

A l'indépendance, l'Algérie a opté, à la différence de ses voisins du **Maghreb**, pour une voie socialiste dont les contenus ont été redéfinis vers 1965.

1- Une politique en partie importée.

- Bien que l'Algérie indépendante ait progressivement rompu les liens préférentiels qui

l'unissaient à la France, ce sont les théoriciens français de l'économie qui ont inspiré ce « **modèle** » (F. Perroux) ou qui l'ont mis au point (G. Destanne de Bernis).

- Ce schéma de développement, dans les principes, s'est fortement inspiré du « **modèle** »

Soviétique stalinien : priorité à l'industrie de base, planification de l'économie.

- Cependant, la voie algérienne fait apparaître des spécificités et n'est pas une simple

reproduction à l'identique du « modèle » soviétique : en particulier, l'économie algérienne n'est pas entièrement de type socialiste, elle laisse subsister un important secteur privé, principalement dans l'agriculture et les services.

2- Le Contenu : priorité à l'industrie

Choix d'un développement reposant sur les industries de base, sur les « **industries industrialisantes** » (G. Destanne de Bernis) : c'est-à-dire priorité de l'accumulation de capital sur la consommation et priorité de l'industrialisation sur le développement de l'agriculture.

Aussi, dès les **premiers plans**, l'effort d'investissement s'est-il porté vers les hydrocarbures, charger de financer le développement, la sidérurgie, la chimie lourde et les industries de biens d'équipement.

B- Des Choix critiqués.

1- L'Agriculture sacrifiée :

- Surtout dans **premières années** après l'indépendance, l'agriculture profondément ébranlée

par le départ des colons européens, a souffert d'un réel désinvestissement au profit de l'industrie. La viticulture coloniale a fortement reculé au profit des céréales, donc le système agricole a perdu en intensité. Le résultat de ces évolutions a été une dépendance alimentaire qui s'accroît d'**année en année** : alors qu'en **1969**, le pays assurait encore **70%** de ses besoins en produits agricoles, ce chiffre aujourd'hui n'est plus que de **30%**.

- En outre, la gestion planifiée du secteur agricole nationalisé laisse fréquemment à désirer,

comme l'indique le témoignage suivant d'un président de domaine « **autogéré** » (ancien domaine national nationalisé après l'indépendance et, contrairement à son intitulé, contrôlé de près par l'Etat).

- Depuis **1980**, la **tendance** semble renversée et l'agriculture paraît bénéficier enfin d'une priorité dans les investissements qui devraient aider à créer de nouveaux emplois.

2- Les aléas de l'approvisionnement En matériel :

« Le matériel dont nous avons besoin, nous ne le trouvons jamais. Quand on nous le livre, c'est avec un retard de **plusieurs mois** sinon de **plusieurs années**...

Passés certains délais, même si le matériel arrive, c'est trop tard : je peux vous citer le cas d'un appareil de binage que nous avons commandé il y a **trois ans** mais qui n'arrive pas. Résultat : au lieu de biner **trois fois** la **pomme de terre**, nous ne le faisons qu'**une fois** en raison du manque de main-d'œuvre dont nous souffrons, et la qualité aussi bien que la quantité baissent ».

H. Hamouni, « El Moudjahid », **octobre 1975, Alger.**

3- Des problèmes d'emplois :

- L'Algérie souffre d'un mal chronique : **chômage** (officiellement **17%** de la population) et **sous-emploi** touchent une part importante de la population ; près d'**un** citoyen sur **deux** n'a pas d'emploi. **La très forte croissance démographique** (**3,1% par an**, soit un doublement de la population en **vingt ans** ; les naissances y sont plus nombreuses qu'en France) aggrave considérablement le problème de l'emploi.

- Or, le « modèle », défini dans les premiers temps, d'industrialisation rapide et lourde faisait la part belle aux gros investissements, aux matériels modernes et automatisés n'offrant que peu d'emplois. C'est seulement l'effet d'entraînement attendu de ces premières grandes réalisations qui devait commencer à résorber les problèmes de chômage.

En outre, environ un million d'Algériens ont dû émigrer, principalement vers la France, pour occuper un emploi, faisant vivre au moins partiellement **trois autres millions** d'Algériens vivant au pays.

4- La dépendance de l'extérieur :

- L'Algérie s'est efforcée de viser à l'indépendance économique, en particulier vis-à-vis des pays industriels capitalistes ; or, précisément, ses choix économiques l'ont rendue plus dépendante que jamais de ces pays qui sont à la fois ses clients (achats de **pétrole** et de **gaz**) et ses fournisseurs principaux de technologie ; les **usines modernes** ont été fournies « clé en main », les **universités technologiques** accueillent principalement des professeurs étrangers, des prêts importants ont été accordés par des banques occidentales et l'endettement extérieur du pays a atteint des niveaux élevés (**50,5%** du P.N.B. **en 1978**), avant de décroître depuis (**28% en 1984**).

- Une forte dépendance vis-à-vis du marché mondial « **98%** de ses recettes d'exportation Provenant des hydrocarbures, l'Algérie se trouve frappée de plein fouet par la dégringolade des prix du pétrole (**-50% en six mois**) (...), alors que le coût des biens d'équipement importés est resté à peu près stable. Ses revenus en devises qui, selon les chiffres officiels, s'étaient maintenus **en 1985** aux alentours de **12,8 milliards de dollars** pourraient tomber à seulement **8 ou 9 milliards** (...).

Dès la fin de **février 1986**, le gouvernement a décidé d'informer ses concitoyens et d'opérer des compressions budgétaires (**20%** sur le programme d'importation). Et, à partir du mois d'avril, les autorités algériennes ont commencé à expulser quelque **20 000 Malien et Nigériens** qui s'étaient installés illégalement dans le Sud saharien et qui devenaient un fardeau économique ».

J. Stolz, « L'Etat du monde », 1986, La découverte.